



SOMMAIRE
FINANCIER



REVENUS ET DÉPENSES



Revenus de placements

En 2003, les revenus que la Banque a tirés de son portefeuille de placements, qui est surtout composé de titres d'État, ont totalisé 2,0 milliards de dollars, soit le même montant qu'en 2002. Les revenus nets (déduction faite des dépenses) qu'elle a versés au gouvernement canadien se sont chiffrés à 1,8 milliard de dollars, tout comme l'année précédente.

Les revenus nets ne constituent pas un bon indicateur de la qualité de la gestion de la Banque. Celle-ci intervient sur les marchés financiers pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés en matière de politique monétaire et non pour maximiser ses revenus. Le niveau des dépenses d'exploitation permet donc mieux de juger de l'utilisation que la Banque fait des deniers publics.

Dépenses d'exploitation

Initiatives stratégiques

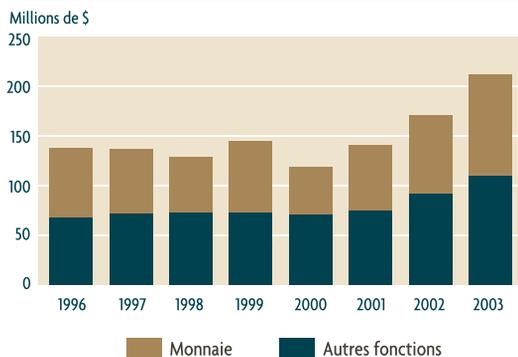
Le plan à moyen terme de la Banque pour 2003-2005 renferme un certain nombre de priorités d'ordre stratégique qui s'articulent autour de quatre grands axes, à savoir la recherche et l'analyse, l'établissement de partenariats, le renforcement de la sécurité des billets de banque canadiens et l'amélioration de l'efficacité organisationnelle.

En 2003, les dépenses d'exploitation se sont établies à 212 millions de dollars, en hausse de 41 millions par rapport à 2002. Plus de la moitié de cette augmentation, soit 23,1 millions de dollars, est attribuable à l'accroissement des dépenses relatives à la fonction Monnaie, lequel résulte de la stratégie en trois volets que la Banque met en œuvre pour fournir des billets de banque plus sûrs. Cette stratégie implique des investissements importants à moyen terme aux chapitres de la sécurité des billets, de la sensibilisation du public et de l'observation de la loi. La montée des dépenses en 2003 est due en grande partie aux préparatifs entrepris en vue de l'émission en 2004 des nouvelles coupures de 20, 50 et 100 dollars. Le lancement du nouveau billet de 100 dollars, au début de 2004, témoigne des progrès notables qui ont été accomplis dans ce domaine.

Les avancées réalisées dans les autres secteurs prioritaires énumérés dans le plan à moyen terme de la Banque — recherche et analyse, établissement de partenariats et efficacité organisationnelle — touchent principalement les programmes de travail des trois autres grandes fonctions de la Banque : Politique monétaire, Système financier et Gestion financière. Les dépenses d'exploitation pour l'ensemble de celles-ci ont augmenté de 17,9 millions de dollars,

Dépenses d'exploitation

Politique monétaire, Monnaie, Système financier et Gestion financière



ce qui s'explique par les coûts accrus au titre de la main-d'œuvre et de l'infrastructure. Les initiatives menées dans ces secteurs visent notamment à élargir et à approfondir la recherche sur les questions d'ordre structurel et régional, sur l'efficacité des marchés de capitaux et sur la stabilité du système financier canadien; à renforcer la capacité de poursuite des activités; à soutenir les activités de gestion financière effectuées pour le compte du gouvernement; à attirer et à retenir des employés qualifiés; et à améliorer la prestation des services internes et des services fournis aux clients de la Banque.

Traitements et avantages sociaux

La Banque a pour stratégie d'offrir un programme de rémunération globale qui soutient la comparaison avec le marché afin d'attirer le personnel dont elle a besoin et de le fidéliser.

En 2003, les échelles salariales de la Banque ont été relevées de 2 1/2 %. De plus, les dépenses salariales totales ont augmenté par suite de la modification de la composition de l'effectif, qui compte davantage d'analystes et de chercheurs et moins d'employés de soutien. Ce changement reflète l'effet combiné des efforts de rationalisation et du recrutement entrepris pour que les initiatives stratégiques soient menées à bien. Les dépenses au titre des avantages sociaux existants ont crû de pair avec la modification de l'effectif ainsi qu'en raison de la montée des coûts des soins médicaux et dentaires.

Plus de la moitié de la hausse totale des traitements et du coût des avantages sociaux en 2003 tient à la constitution de provisions comptables. La Banque a dû procéder à un ajustement ponctuel de 3 millions de dollars pour prendre en compte les primes de rendement réoctroyables dans l'année où celles-ci sont gagnées. En outre, la mise à jour

des estimations et des hypothèses que l'institution a opérée pour se conformer aux normes de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) explique environ 8 millions de dollars de l'augmentation du coût des avantages sociaux. Les dépenses annuelles comptabilisées à l'égard des avantages sociaux futurs peuvent être particulièrement sensibles au taux d'actualisation annuel prescrit par l'ICCA. Les notes complémentaires aux états financiers fournissent une description détaillée des dépenses à ce chapitre.

Autres dépenses

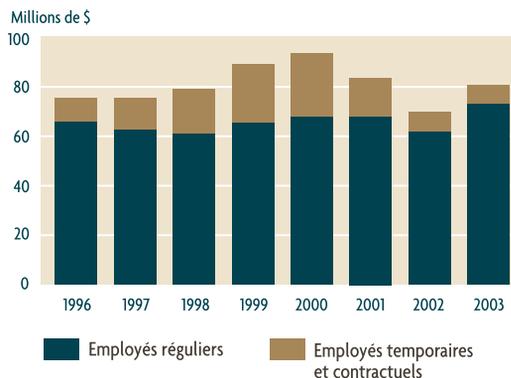
Services relatifs aux titres destinés aux particuliers

La Banque fournit des services selon le principe du recouvrement des coûts à Placements Épargne Canada, l'agence du ministère des Finances chargée depuis sa création en 1996 du programme de placement des titres au détail du gouvernement.

En 2003, les dépenses associées à la fonction Services relatifs aux titres destinés aux particuliers ont baissé — comme elles l'ont fait en 2002, un an après que la Banque a imparti à EDS Canada Inc. les opérations liées à ces titres.

Dépenses salariales

Politique monétaire, Monnaie, Système financier, Gestion financière et Services relatifs aux titres destinés aux particuliers



Dépenses d'exploitation

Services relatifs aux titres destinés aux particuliers

